

CivOps. 1692/63

9 December 1963

To : Mr. M.P. Chaturvedi, Chief, WAP Mission
 Mr. G. Corderwall, Public Finance Controller
 Mr. J. Reynaud, Chief, IDO Mission
 Mr. V. Jonsson, President, Monetary Council
 Mr. A. Lawrence, Economic Advisor to the Minister of Plan
 Mr. E. d'Antunes, Advisor to the Ministry of National Economy
 Mr. J. Chansoy, Economic Analysis and Co-ordination

From : James R. Brooks
 Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : Palm Oil Marketing Policy

Reference is made to my memorandum CivOps. 1574/63 of 21 November 1963 on the above subject and to the meeting held on 22 November 1963 at which this matter was discussed.

Mr. Siathis has now completed and distributed his report CivOps. 1669/63 of 6 December 1963. A meeting will be held in the Conference Room at "Royal" (Room No. 252) on 10 December 1963 at 2.30 p.m. at which this memorandum will be discussed. I would be grateful if you could be present, or send a representative.

c.s. Mr. Siathis

6 Décembre 1963

A: Mr. James Brooks, Chef adjoint des Opérations civiles

DE: Alexandre Stathis, Statisticien

SUJET: Palm oil marketing policyIntroduction

Par suite de la dévaluation du 9 novembre et des mesures prises en ce qui concerne l'augmentation des rémunérations du travail, le syndicat des producteurs d'huile de palme s'est adressé à la Commission Nationale requérant certains avantages afin de pouvoir augmenter le prix d'achat du fruit de palme à un niveau encourageant l'activité des coupeurs indépendants. Ces avantages concernent des modifications sur:

- a) les droits de sortie sur l'huile de palme (7% ad valorem);
- b) l'entretien des routes qui servent à l'approvisionnement des entreprises et sont entretenues par celles-ci, et
- c) l'écart entre les cours du change à l'achat et à la vente, au sens alternatif.

Le syndicat des producteurs d'huile de palme, à l'appui de sa demande, mentionne que, dans les circonstances créées par la dévaluation, le prix d'achat de cette matière première ne pouvait être augmenté que de 46% (le prix de la caisse de 35 kgs. passant de 36 fcs. à 44 fcs.). Il considère par conséquent que cette augmentation est insuffisante pour donner satisfaction aux coupeurs indépendants et pour contribuer à l'encouragement effectif de cette activité de base de l'économie congolaise.

Le Ministère du Plan et de la Coordination Economique, à qui cette demande a été déposée, a transmis le dossier au Chef des Opérations civiles afin d'avoir un avis consultatif sur cette question.

Les documents pertinents complétés par des rapports de certains experts, sont les suivants:

1. La note initiale du syndicat des producteurs d'huile de palme;
2. Les notes supplémentaires des entreprises "Plantations Lever au Congo" et "Ets. Madail";
3. Le rapport de M. P. Visser, expert auprès de la FAO, et
4. Le rapport de M. J. Chaussy, expert statisticien auprès du Ministère du Plan et de Coordination Economique.

Il semble qu'un troisième rapport, rédigé par M. De Couninck du Ministère de l'Agriculture, a été soumis au Ministère du Plan et de la Coordination Economique mais n'a pas été transmis par la suite à ce service. Toutefois certains chiffres de M. De Couninck ont été reproduits dans le rapport de M. Chaussy et seront utilisés dans l'analyse qui suit:

I - Appréciation générale sur la structure du prix de revient des industries de l'huile de palme avant la dévaluation.

D'après les données du syndicat de cette branche d'industrie et des entreprises intéressées "Plantation Lever au Congo" et "Ets. Madail", la structure du prix de revient correspondant se présente comme suit:

STRUCTURE DU PRIX DE REVIENT DES ENTREPRISES TRAITANT L'HUILE DE PALME

Eléments du prix de revient	Product.: Plantations Lever huile pl: au Congo		Ets. Madail	
	Pourcen- tages	FC millions	Pourcen- tages	FC millions
Prix d'achat au coupeur	25.5	69.4	26.8	21.5
Avantages au coupeur	8.5	23.8	9.2	2.2
Transport de matières prem.	22.-	28.5	11.0	4.5
Entretien des routes	)	26.0	10.8	2.7
Usinage	16.5	41.2	15.9	9.2
Transp. des produits finis	2.5	3.0	1.2	8.6
Répar. install, et logements	3.5	5.7	2.2	1.0
Service médical	3.0	7.3	2.8	1.4
Frais généraux	13.5	42.4	16.4	10.9
Amortissements	5.0	11.6	4.5	3.3
TOTAL	100.-	258.9	100.-	65.4

De prime abord, les pourcentages ci-dessus démontrent des différences plus ou moins légères entre les chiffres donnés par le syndicat des producteurs d'huile de palme et les chiffres se rapportant à l'entreprise "Plantations Lever au Congo". D'autre part, la composition du prix de revient des "Ets. Madail" présente des écarts plus larges en comparaison des chiffres correspondant aux deux autres. En particulier, le pourcentage du transport des produits finis du lieu de production au beach (dans lequel est inclus l'entretien des véhicules), soit 13,2% du total du prix de revient, semble être exagéré. L'auteur de ce dernier rapport justifie cette exagération en se plaignant du manque de discipline du personnel compétent, ce qui entraîne, d'après lui, une consommation excessive de pièces de rechange. Tenant compte de ce que les chiffres correspondants à cette rubrique dans les deux autres calculs se limitent à 2,5% et 1.2% respectivement, l'exagération précédente (13,2%) doit être attribuée à l'intention de l'auteur d'augmenter les éléments du prix de revient qui sont par la suite ajustés à un coefficient élevé.

En outre, dans le prix de revient des "Ets. Madail" des taxes "personnelles" sont ajoutées, ce qui, en matière de prix de revient industriel, est inadmissible. Bien que, par la suite, dans les calculs d'ajustement de cette rubrique, cet élément rentre dans le prix de revient ultérieur multiplié par un coefficient égal à l'unité, il semble qu'il a été ajouté justement pour que d'autres paiements des taxes figurent dans le prix de revient afin que la demande de suppression des droits de sortie soit justifié.

D'autre part, le coût des matières premières franco usine, qui en matière de prix de revient industriel s'intitule "coût initial"* se chiffre dans les trois cas par les pourcentages suivants:

Producteurs d'huile de palme (syndicat)	56.-%
Plantations Lever au Congo	57,8%
Ets. Madail	47,3%

Du fait que le "coût initial" peut très difficilement bénéficier des améliorations techniques, il constitue un élément très important du prix de revient industriel. En effet, c'est là un critère du degré d'efficacité du lieu d'installation d'une industrie tributaire du coût de matières premières et en particulier du coût de transport de celles-ci à l'usine. En l'occurrence, le coût des matières premières franco usine comprend le prix d'achat au coupeur, les avantages fournis au coupeur, le transport des matières premières à l'usine et en plus l'entretien des routes qui servent à l'approvisionnement de l'entreprise en matières premières.

Le pourcentage correspondant pour les "Ets. Madail" apparaît bien inférieur à celui des deux autres, encore que celui-ci comprenne un pourcentage du prix d'achat au coupeur considérablement supérieur aux deux autres pourcentages correspondants. Ce fait est dû aux chiffres modestes que les "Ets. Madail" mentionnent d'une part pour les avantages fournis au coupeur et d'autre part pour le transport des matières premières à l'usine. Cette particularité pourrait s'expliquer, l'usine étant peut être installée plus près des sources d'approvisionnement en matières premières.

En ce qui concerne le pourcentage correspondant au prix d'achat au coupeur des "Ets. Madail", le fait qu'il est considérablement supérieur à celui des deux autres usines s'explique par le rendement plus élevé en huile de palme que cette entreprise prend pour base de ses calculs, comme il est indiqué plus loin. En effet, plus la productivité d'une entreprise industrielle augmente, et plus le pourcentage des matières premières dans l'ensemble du prix de revient augmente aussi. Et la productivité d'une industrie peut augmenter autant par l'augmentation du taux d'extraction du produit fini que par la diminution de la main d'oeuvre utilisée. C'est pour cette raison que dans les pays développés, le pourcentage représentant la part des matières premières dans l'ensemble du prix de revient des huileries de graines varie entre 55 - 65%. La même règle est valable pour les frais généraux. Plus ils

* Au "coût initial" s'ajoutent aussi, en principe, les frais de magasinage des matières premières, élément qui semble avoir été omis ici.

augmentent (diminution de la rentabilité) - et dans les pays développés ils peuvent augmenter par suite d'une taxation plus lourde et/ou d'autres surcharges, p.e. pourcentage progressif des assurances sociales, etc. - et plus le pourcentage correspondant aux matières premières diminue.

II. Estimation du prix de revient des industries de l'huile de palme après la dévaluation.

D'après les notes soumises par les intéressés, l'estimation du prix de revient relatif à la période postérieure à la dévaluation se chiffre comme suit (avec quelques corrections dues à des erreurs d'opération arithmétique), en millions de FC:

ESTIMATION DU PRIX DE REVIENT APRES LA DEVALUATION

	Plant. Lever au Congo			Ets. Madail		
	Avant	Coeffi-	Après la	Avant	Coeffi-	Après
	la dé-	cient	déva-	la dé-	cient	la dé-
Eléments du	valua-	d'ajus-	lua-	valua-	d'ajus-	valua-
prix de revient	tion	tement	tion	tion	tement	tion
Avantages au coupeur	23.8	1.64	38.9a	2.2	1.35	3.-
Transport des fruits	28.5	2.21	63.0a	4.5	2.11	9.3
Entretien des routes	26.0	1.32	34.2	2.7	1.33	3.6
Usinage	41.2	1.82	75.-	9.2	1.87	17.2
Transp. des produits finis	3.0	2.21	6.6	8.6	2.38	20.4
Répar. des inst. et logements	5.7	1.65	9.4	1.0	1.38	1.4
Service médical	7.3	2.18	15.9	1.4	1.87	2.7
Frais généraux	42.4	2.32	98.5	10.9	2.55	27.8
Amortissements	11.6	3.- b	35.0	3.3	3.-	9.9
	189.5	2.-	376.5a	43.8	2.18	95.4

a) Montants corrigés

b) Le coefficient d'amortissement ne peut pas être supérieur à 3 lorsque les entreprises elles-mêmes donnent un coefficient du bâtiment inférieur à 1.7% bien qu'elles se plaignent de l'abandon prolongé de l'entretien.

Dans les estimations ci-dessus l'élément "prix d'achat au coupeur" est absent, sa détermination étant demandée par la Commission Nationale.

L'examen des coefficients proposés par les intéressés - à l'exception peut être du coefficient utilisé pour les amortissements (3.-) - démontre qu'ils ont été déterminés dans des marges plus ou moins logiques. Quant au coefficient général (moyenne pondérée), variable autour de la valeur 2, il justifie entièrement la demande du comité des experts tendant à ce que l'on fasse une analyse de l'ajustement après dévaluation de chaque élément du prix de revient; le résultat général se situe à un niveau bien inférieur au taux de dévaluation pour les

exportations (2,34). Par conséquent, en ce point de la présente étude on peut dire que l'ajustement du "prix d'achat au coupeur" peut être fixé au même niveau que celui de l'ajustement général des autres éléments du prix de revient, soit à 200%. Mais continuons cette analyse.

III. Taux d'extraction de l'huile de palme et des résidus (palmistes)

D'après les notes et les rapports soumis, les taux d'extraction de l'huile de palme et des résidus (palmistes) se chiffrent comme suit:

	Taux d'extraction de l'huile de palme	Taux des résidus (palmistes)
a. Note initiale des producteurs d'huile de palme	16,6%	10,6%
b. Note suppl. des "Plantations Lever au Congo"	16,6%	10,4%
c. Note suppl. des "Ets. Madail".	17,2%	10,34%
d. Chiffres de M. De Couninck	17.-%	11,7%

Il est évident que les chiffres de M. De Couninck doivent être considérés comme les plus valables. Toutefois, pour des raisons d'impartialité, on tiendra compte de tous les chiffres dans le raisonnement qui suit.

IV. Prix du produit fini (huile de palme) et du résidu (palmistes)

De prime abord, on doit remarquer que les notes soumises par les intéressés ne mentionnent pas le prix de l'huile de palme sur le marché intérieur bien que 25% de la production totale soit absorbé par la consommation locale. Il est évident que si le prix de l'huile de palme à l'intérieur du pays était supérieur au prix à l'extérieur, les notes des intéressés ne seraient pas valables, au point de vue de la rentabilité de leurs entreprises, car la partie consommée sur place devrait être évaluée à des prix supérieurs. Même les prix internationaux calculés semblent bien inférieurs aux prix réels. D'après le rapport de M. Visser le dernier prix réalisé (le 15 Octobre, pour exportation à destination des Etats-Unis) s'élevait à 205 \$ la tonne d'huile de palme rouge FOB Matadi. Au taux de 130 ce prix s'élève à 13.325 FC. Déduction faite des droits de sortie (7%) et des frais de chargement, etc. (2%), le prix de l'huile de palme au beach s'élevait (avant la dévaluation) à 12.126 FC.

Quant aux prix de palmistes, étant donné l'interdiction de son exportation, les prix mentionnés par les intéressés doivent être considérés des prix intérieurs. Par conséquent, leur ajustement devrait être fait sur d'autres bases que celles du taux de dévaluation, qui est appliqué par les "Plantations Lever au Congo", ou du taux de 2,004, qui est appliqué par les "Ets. Madail" arbitrairement (sur un prix de base supérieur à celui des PLC) sans aucune explication, mais qui toutefois semble être plus logique. Malheureusement, les prix à l'intérieur autant de l'huile de palme que des palmistes nous manquent, M. Chaussy ayant omis de les procurer.

Les prix de ces produits que nous avons pu signaler par les notes et les rapports soumis ainsi que par d'autres sources, sont les suivants:

PRIX DE L'HUILE DE PALME ET DES PALMISTES

(Par tonne en FC)					
	Huile de palme		Palmistes		
	Réels	Estimés	Réels	Estimés	
	(avant	(après	(avant	(après	
	déval.)	déval.)	déval.)	déval.)	
Plantations Lever au Congo:	10,386:	23,967	4.733	10,920	:
Ets. Madail	10,386:	23,967	5.750	11,753	:
Prix intérieurs	...	...	...	...	:
Prix internationaux, FOB (\$205)	13.325:	30,750	-	-	:
Matadi (M. Visser)	:	:	:	:	:
Prix internationaux	:	:	:	:	:
au beach (calculés)	12,126:	27,983	-	-	:
Prix internationaux CIF	:	:	:	:	:
Anvers (Prix de Bourses,	:	:	:	:	:
19 nov.)	(£86/)15,652:	36,020	(£60/)10.920*	25,200*	:

* Palmistes de Nigeria

Les prix internationaux des palmistes de Nigeria démontrent que les prix correspondant mentionnés par les intéressés sont très inférieurs aux prix réels.

V. Valeur de la production totale et rentabilité des entreprises

D'après les chiffres rapportés par les intéressés (avec quelques corrections dues à des erreurs arithmétiques), la valeur de la production totale avant (chiffres réels) et après (estimations) la dévaluation pour chacune des entreprises, se présente comme suit:

VALEUR DES PRODUCTIONS TOTALES (EN MILLIERS DE FC)

	Taux	Quantité	Avant la dévaluation		Après la dévaluation	
			Prix	Valeur	Prix	Valeur
Entreprises - produits	d'extraction (tonnes)					
1. Plantations Lever au Congo						
Huile de palme	16,6%	15.650	10.386	162,541	23.967	375.084*
Palmistes	10,4%	9.800	4.733	46.383	10.920	107.016
Total				208.924		482.100*
2. Ets. Madail						
Huile de palme	17,2%	4.324	10.386	44.909	23.967	103.633
Palmistes	10,34%	2.600	5.750	14.950	11.753	30.558
Total				59.859		134.191

* Chiffres corrigés. En effet $15.650 \times 23.967 = 375.084$ et non pas 370.858

Compte tenu du coût de fonctionnement de chaque entreprise, tel qu'il apparaît dans leurs notes particulières* auquel a été ajouté l'élément "prix d'achat au coupeur" ajusté au coefficient général des autres éléments, égal à 2, le résultat final pour chacune des entreprises se présente comme suit:

	Plantations		(en millions de FC)	
	Lever au Congo	Ets. Madail		
	Avant déval.	Après déval.	Avant déval.	Après déval.
Valeur totale de la production	208,9	482,1	59,9	134,2
Coût total de la production	258,9	515,3	65,4	138,4
Résultat	-50.-	-33,2	-5,5	-4,2

Ce qui revient à supposer que les deux entreprises sont fortement déficitaires. D'après les calculs basés sur leurs propres données, la première apparaît réaliser, déjà avant la dévaluation, une perte de l'ordre de 24% sur son chiffre d'affaire annuel d'huilerie, tandis que pour la seconde un déficit annuel de l'ordre de 9% est enregistré.

.../8

* Voir pages 2 et 4

Mais ces deux firmes sont des entreprises anciennes ayant une longue expérience, ce qui conduit à considérer comme inadmissible le chiffre auquel on aboutit sur la base de leurs données. D'ailleurs, dans sa note initiale, le syndicat des producteurs d'huile de palme, se référant au prix de revient avant la dévaluation, déclare ce qui suit: "jusqu'à ce moment le prix de revient équivalait déjà au prix de vente et ne laisse aucun bénéfice". Or cette déclaration a été faite pour convaincre l'Administration de la nécessité de consentir à des avantages afin d'encourager la production. Il s'agirait d'avantages qui seraient accordés au détriment du budget congolais ou de la réglementation de la dévaluation, ce qui revient au même effet.

Ceci conduit à croire que la note soumise par les "Plantations Lever au Congo", firme ancienne et sérieuse, a été sans doute préparée en hâte par une personne peu compétente, prise d'excès de zèle, et présentant des chiffres bien éloignés de la réalité, tout au moins en ce qui concerne la production. D'ailleurs, les erreurs arithmétiques décelées dans les estimations du prix de revient (après dévaluation) confirment cette constatation.

En effet, si on tient compte des taux d'extraction rapportés par M. De Ceuninck, le prix de l'huile de palme étant calculé sur la base des renseignements de M. Visser et celui des palmistes fixé au taux arbitraire d'environ 6000 FC la tonne, nous arrivons aux chiffres suivants:

	Taux d'extraction	Production quant.en ton.	Prix p/tonne	Valeur en millions de FC
Huile de palme	17.-%	16.022	12.126	194,3
Palmistes	11,7%	11.027	6.000	<u>66,2</u>
Total				260,5
Moins: Prix de revient				<u>258,9</u>
Bénéfice net				<u>1,6</u>

soit 0,6% sur la valeur de la production totale.

Procédant maintenant à l'ajustement de ces données pour la période postérieure à la dévaluation, nous avons les chiffres suivants, en acceptant pour le prix des palmistes une majoration de 50% seulement:

Huile de palme	16,022 t. à 27.983 -	448,3 millions de FC
Palmistes	11.027 t. à 9.000 -	<u>99,3</u> " " FC
Total		547,6 " "
Moins: Prix de revient estimatif		<u>515,3</u>
Bénéfice net		32,3 " "

soit 6% sur la valeur estimée de la production totale.

Il est évident que le calcul ci-dessous est fondé sur l'hypothèse la plus probable et qu'il a été rédigé simplement afin de prouver que dans les circonstances créées par la dévaluation les producteurs d'huile de palme sont en mesure de payer aux coupeurs de fruits le double de ce qu'ils payaient auparavant en décuplant en même temps leurs bénéfices.

VI. Conclusions

On peut tirer certaines conclusions de l'analyse qui a précédé.

Les producteurs d'huile de palme ayant investi dans cette production des capitaux fort importants se sont vus, semble-t-il privés de la rentabilité normale de leurs entreprises par suite, surtout, des circonstances qui ont précédé la dévaluation. Cette dernière mesure, qui devrait rétablir leur rentabilité, a soumis les entreprises exportatrices à une taxe égale à la différence entre le taux à l'importation et le taux à l'exportation, au profit du budget. D'après la démonstration précédente la rentabilité résultante offre un bénéfice satisfaisant aux entreprises, en laissant une marge suffisante pour l'augmentation de la rémunération du travail, tant en ce qui concerne le travail spécialisé des expatriés que le travail fourni par le personnel local. Il serait donc opportun d'accorder aussi aux fournisseurs de la matière première une augmentation convenable qui encourage leur activité. Les calculs ci-dessus montrent que l'octroi aux fournisseurs de matière première d'une augmentation égale au taux général d'ajustement des autres facteurs de la production laisserait une marge bénéficiaire satisfaisante aux entreprises productrices. Par conséquent, il serait inutile d'octroyer d'autres avantages qui n'auraient pour effet que de désamorcer l'effort d'assainissement de l'économie congolaise déjà entrepris.

01-01

Mr. Ahmed
Mr. Jenssen
Mr. Cederwall
Mr. Lawrence
Mr. Chaussy
Mr. D'Astugues
Mr. Visser

Attached herewith is a copy of a memorandum
on palm oil marketing policy for your
comments. Please return as soon as possible.

9.12.63

James R. Brooks

7



BOITE POSTALE 7148
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

le 30 novembre 1963

A: M. J.B. Brooks, Deputy Chief Civilian Operations
De: P.J. Visser, Expert PAO
Objet: Palm Oil Marketing Policy

Par suite de la note à la Commission Nationale, j'ai eu un rendez-vous avec la Direction de l'Unilever et le Directeur du Congopalm, et j'ai reçu les informations suivantes:

Dans la région de Kwilu on paye par caisse de fruits de palmier à base de 30 - 35 kgs, frs 30. La production a tombée de 50 - 60%. Les coupeurs des plantations ne sont pas intéressés d'argent par manque de biens de consommation.

Un coupeur individuel peut couper environ 55 kgs régime par jour, tandis qu'un coupeur de plantation peut couper 800 kgs par jour à cause des circonstances plus favorables. Les travailleurs de plantation sont sous contrat.

Un fruit bien traité a une teneur d'acide de 0,8%, tandis qu'un fruit maltraité a une teneur d'acide après 5 minutes de 3%, laquelle continue d'augmenter.

Le Congopalm joue le rôle de vendeur. Le décapage avec les exportateurs a lieu à base du prix du marché mondial. C'est pour cela que le prix de revient n'intéresse pas. Le dernier prix vendu par Congopalm est de \$ 205.- (frs.C. 37.500) la tonne f.o.b. Matadi, destination New York, chargement 14/10/63. Le prix de consommation locale est à pari du prix d'exportation.

Après avoir étudié le complément à la Note à la Commission Nationale, on arrive à la conclusion suivante pour Leverville:

De 41.650 tonnes de fruits décortiqués et 80.320 tonnes de régimes on obtient: 15.650 tonnes d'huiles et 9.800 tonnes de palmistes, ce qui rend ensemble après la dévaluation frs. 477.874.000.

Quand on considère les dépenses diverses, spécifiées dans la note complémentaire, on arrive au placement suivant:

B.	frs.	1.744.000.-
C.	"	98.155.000.-
D.	"	28.650.000.-
	"	74.612.000.-
E.	"	75.200.000.-
F.	"	15.885.000.-
G.	"	38.502.000.-
H.	"	98.512.000.-
I.	"	34.950.000.-
J.	"	1.099.000.-

Total frs. 467.309.000.-

Le rendement total est: frs. 447.874.000.-

Dépenses totales " 467.309.000.-

Solde " 10.565.000.-

ce qui veut dire une différence de 2,2%, qu'on ne peut pas considérer comme profit, parce qu'on n'a pas spécifié dans la note complémentaire le rendement des produits secondaires, comme les tourteaux de palmes et les tourteaux des palmistes.

✓

01-01

Réf: Civops 1581/63

le 22 novembre 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la demande de M. Lawrence et conformément à votre désir, j'ai convoqué un comité d'experts en vue d'étudier la question de la commercialisation des produits dérivés du palmier. Néanmoins, les renseignements fournis dans le memorandum des producteurs n'ont pas suffi au comité pour exprimer une opinion définitive. Par conséquent, il se voit obligé de recueillir des renseignements complémentaires afin de formuler une opinion valable.

Nos experts espèrent obtenir ces informations dans les plus brefs délais et je ne manquerai pas de vous communiquer l'opinion circonstanciée du comité dès qu'elle sera formulée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

James R. Brooks
Chef adjoint des Opérations civiles

Son Excellence
M. C. Kamitatu
Ministre du Plan et du
Développement industriel
Léopoldville

7

Ref: Civops 1574/63

21 November 1963

To: Mr. M.D. Chaturvedi, Chief, FAO Mission
Mr. G. Cederwall, Public Finance Controller
Mr. W. Jensen, President, Monetary Council
Mr. A. Lawrence, Economic Adviser to the Minister of Plan
Mr. M. D'Astagues, Adviser to the Ministry of National Economy
Mr. J. Chaussy, Economic Analysis and Co-ordination
Mr. A. Stathis, Statistics and Reports Officer

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Palm Oil Marketing Policy

.... The Minister of Plan has asked that our experts concerned discuss and advise him concerning the problem of palm oil marketing policy. Attached is a memorandum on the subject prepared by the producers.

A meeting will be held in the Conference Room on the second floor at the Royal at 9 a.m. on Friday, 22 November 1963. I will be grateful if you would make a determined effort to be present or to send a representative. I am sorry about the short notice necessary because the Government intends to have a meeting of Ministers on this on Friday, 22 November.

7

Léopoldville, le 26 novembre 1963



Cabinet du Ministre
du Plan, de la Coopération Economique
et du Développement Communautaire

NOV 26 1963
ACTION

Mr Brooks, etc

CAB/et/ P.D.E. 1581/63

Noted
Filing
No Action Required
J.H.A.S.

A Monsieur J.R. BROOKS
Chef Adjoint des Opérations Civ.
Léopoldville

Objet :

Monsieur,

Je vous remercie pour votre lettre Civope 1581/63 par laquelle vous me communiquiez que le comité d'experts chargé d'étudier la question de la commercialisation des produits dérivés du palmier attendait certains renseignements complémentaires qui devaient lui permettre de formuler une opinion valable.

Je me permets de vous communiquer deux notes qui m'ont été adressées respectivement par les Plantations LUYER au Congo et par les Ets MADILL relatives à ce même sujet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

POUR LE MINISTRE

Le Chef de Cabinet

W. KUYISILA

P.S. Je vous prie de bien vouloir noter que les auteurs de ces notes nous les ont transmises à titre strictement confidentiel ne voulant à aucun prix que les renseignements qu'elles contiennent soient connus par leurs concurrents.

Sur le prix d'achat des fruits de palme au coupeur indépendant
après les réformes monétaires.

- 1° - Le problème de l'achat des fruits de palme se présente dans les diverses régions productrices d'huile de la République (Kwilu, Mayumbe et Cuvette Centrale et Uélé) mais il est réellement caractéristique dans la province du Kwilu en sur un tonnage de plus de 300.000 tonnes de fruits produits par an, une vingtaine de milliers seulement proviennent des plantations, le restant provenant des palmiers naturels.

La situation se présente d'une manière totalement différente dans les autres régions où la production de l'huile de palme provient principalement des plantations.

- 2° - Il convient de chercher la définition du prix d'achat des fruits au coupeur indépendant au ^{ressort} de deux notions fondamentales :

- le prix qu'il faut donner au coupeur pour l'inciter à reprendre les activités de coupe qu'il tend à abandonner;
- le prix de l'huile sur les marchés mondiaux, plafond qui ne peut absolument pas être dépassé si nous désirons non seulement demeurer compétitifs sur les marchés mondiaux, mais encore produire pour l'exportation seule source de devises propres de la République.

(Rappelons que les exportations de la République pendant la sécession Katangaise : valeurs des tonnages de palme et dérivés exportés en France belge).

La valeur de la tonne d'huile de palme rouge pourrait être estimée avant le 9/11/1963 à 10.386 frs.c. (taux de 1,3) départ beach. Il s'agit d'un prix non spéculatif, et provisionnel, calculé en fonction des perspectives de cours mondiaux en 1964 par les experts internationaux. Ce prix reste généralement stable.

- 3° - Au 1er novembre 1963, le calcul donne un prix intérieur de 22.745.- F.C. obtenu en multipliant 10.386 par 2,19.

Ce taux est obtenu par l'opération suivante :

100 F.B. rapatriés donnent 300 F.C.

De ce taux il y a lieu de déduire un minimum de 15 F.C. à titre de perte de change, sur les ^{rapatriés} de devises étrangères nécessaires au fonctionnement de l'entreprise (fixées conventionnellement par le Conseil Monétaire à 25 % des devises rapatriées). L'huilerie dispose donc au maximum de 285 F.C. pour 100 F.C. d'exportation contre précédemment 130 F.C. pour les mêmes 100 F.B. d'exportation.

Le taux d'accroissement de la valeur en F.C. des produits s'établit donc à :

$$\frac{2,85}{1,3} = 2,19 \checkmark$$

D'autre part, suivant les mêmes sources, la valeur des palmistes qui était estimée départ beach à 4.733 F.C. passera à 10.365.- frs (indice 2,19).

../..

4° - La tonne de fruit, après réforme monétaire, se valorise dans
comme suit :

huile de palme :	166 kgs à 22.745 =	3.775 F.C.
palmaistes :	106 kgs à 10.365 =	1.079 F.C.

soit au total		4.878 F.C.

représentant la valeur du fruit matière première plus les prestations
détaillées au point suivant de la présente note (point 5).

5° - Voici les éléments composant avant le 9/11/63, le prix de revient
d'une huilerie : *pressing plant*

- avantages divers accordés au coupeur (logement etc..)	8,5
- prix d'achat au coupeur	25,5
- transport de la matière première (camionnage + entretien routes)	22
- usinage	16,5
- transport des produits finis du lieu de production jusqu'au beach	2,5
- Réparation des installations et des logements	3,5
- prestations médicales au titre des obligations légales également pour les coupeurs	3
- frais généraux d'exploitation M.O., comptabilité, appointements, impôts, laboratoire etc..	13,5
- amortissements	5

	100

6° - Les seuls éléments qu'il soit possible de modifier immédiatement
dans ce prix de revient, en faveur du poste : prix d'achat au
coupeur sont :

- les droits de sortie, *(Export taxes)*
- l'entretien des routes assuré par les Sociétés au bénéfice de
l'ensemble de la région et de toutes ses activités commerciales,
sociales, missionnaires, administratives etc..

Si l'Etat entretient les routes à ses frais, ainsi qu'il serait
normal de le faire, le prix d'achat au coupeur pourrait être accru
immédiatement de 40 %;
- Si le cours d'achat (300) était égal au cours vendeur (360) la
différence pourrait être employée à augmenter la rémunération du
coupeur.

7° - Le prix de revient tel que décomposé au 5° ne peut en aucun cas
dépasser 4.878 frs. par tonne de fruits traités, jusqu'à ce moment
le *cost price* revient équivalant déjà au *the price of sale* et ne laisse aucun
bénéfice. On peut en conclure que le prix maximum à *adapt for the*
coupeur de fruit est de $4.878 \times 25,5 = 1.244$ F.C. la tonne de fruits
soit 622 F.C. la tonne de régime *beach* soit 146 sur les prix pratiqués
au Kailu avant la dévaluation (octobre 1963); et 174 sur les prix
payés au 30 juin 1960.

.../...

- 8° - Il reste entendu que le résultat ci-dessus exclut tout bénéfice permettant la rentabilité de l'huilerie qui se trouve marginale depuis près de 10 ans.

Il convient de remarquer que contrairement aux industries de transformation, pour lesquelles un bénéfice est admis légalement, les huileries sont donc défavorisées. Il faut donc souligner que l'industrie de l'huile de palme provenant des palmeraies naturelles est en danger, et que cette situation peut avoir sur les développements économiques de certaines régions des conséquences très graves.

- 9° - Il résulte de cette brève étude que, au départ du prix de réalisation des produits des fruits de palme, l'accroissement maximum qui pourrait être réservé au prix d'achat du fruit est de 46 % sur les prix pratiqués au Kwilu au mois d'octobre ce qui attrait le prix proposé de la caisse de fruit de 35 kgs environ 44 fcs soit le ditoya de 94 kgs de régimes à 58 fcs.

7

01-01

Léopoldville, le 10 décembre 1963

A : Mr. James Brooks, Chef Adjoint des Opérations Civiles
De : Jean Chaussy, Expert Statisticien, Ministère du Plan *jeu*
Objet : Commentaires sur la note de M. Stathis transmise le 9.12.1963

Comme suite à votre requête, je tiens tout d'abord à vous signaler que la note de M. Stathis n'engage que son auteur.

Le rapport que j'ai été amené à dresser en tant que membre d'une autre commission au Ministère du Plan, cité en page 1 (je vous en ai remis copie) était, à mon sens, plus démonstratif, il formulait un taux de réévaluation provenant de calculs rigoureux.

Comme statisticien, et de plus, lié à la Direction locale de la Statistique je ne pouvais nommer les entreprises ayant servi de tests mais on reconnaît dans la Note S (M. Stathis), page 2 certains pourcentages que j'avais déjà calculés, ainsi que la valorisation des Plantations Lever.

La théorie sur le coût initial étudié dans les pays de type industrialisé ne s'applique sûrement pas au Congo à l'industrie de l'huile de palme dont la matière première est à très bon marché et où les dépenses extra-industrielles sont grandes (conventions médicales, etc.).

Je dirais que cette note S n'apporte pas d'éléments nouveaux par rapport à la mienne et, en contrepartie, elle est entachée d'erreurs involontaires regrettables.

Voici les points que je conteste :

~~1) page 4 ligne "avantages au coupeurs"~~

~~Le 1er coefficient d'ajustement, fourni par l'entreprise, est 1,68 ce qui justifie la valorisation donnée de 40,0 :~~

~~$23,8 \times 1,68 = 39,98$~~

1

~~Le total de la même colonne devient 377,6 au lieu de 376,5.~~

2) Des erreurs de frappe, sans importance:

page 1, 15^e ligne : 30 F au lieu de 36

page 5, 1^{re} ligne : 2,31 au lieu de 2,34 (2,3077)

3) page 5, 16^e ligne

Si j'ai utilisé, dans mon rapport, les taux d'extraction fournis par M. De Ceuninck c'était pour montrer la répercussion qu'entraîne leur modification dans le calcul des valeurs de réalisation.

Or, M. Stathis a repris ces taux comme les plus valables.

Je pense qu'il y a lieu de demander à M. Visser, Expert de la F.A.O., ce qu'il en pense - ainsi qu'à M. D'Astuges. Ces deux experts savent que les taux d'extraction peuvent être nettement plus élevés dans certains cas (on m'a parlé de 20%, même, pour l'huile de palme) sur un terrain privilégié et avec une climatologie favorable.

4) page 5, dernière ligne :

Dans mon rapport déjà cité en page 5, 3^e alinéa de ma conclusion j'ai signalé : "... je ne puis rétablir que le prix à Léopoldville à partir du prix C.A.F. Anvers et des coûts Matadi-Anvers et Léo-Matadi".

En effet, il existe un prix intérieur pour chaque entreprise suivant son siège géographique. Un prix à Tshela est très différent d'un autre à Kikwit ou dans les Uélés. Il n'était pas possible de mener une enquête dans de si brefs délais pour un résultat d'ailleurs très incertain. Mais les documents sur lesquels nous avons travaillé donnent des prix intérieurs. Je suis prêt à les critiquer au cours de la prochaine réunion de la Commission. Je ne vois pas ce que j'aurais pu omettre.

5) page 5, 32^e ligne : c'est là l'erreur la plus grave commise.

Le prix de 12.126 F.C. de l'huile de palme au beach, indiqué par l'auteur de la note S, avant dévaluation, n'est pas comparable à 10.386 F.C. avancé par les producteurs.

J'expliquerai la définition du beach employée par les huiliers.

- 6) Page 6, avant-dernière ligne du tableau "Prix".

D'après ce qui précède, le chiffre 27.983 est mauvais - il résulte de : $12.126 \times 3/1,3$.

En conséquence, toute la valorisation de la production donnée au tableau de la page 7 est invalidée.

- 7) Page 6, dernière ligne du tableau "Prix".

Le cours de £ 86 C.A.F. Anvers se rapporte à la "long ton" et non à la tonne métrique.

CONCLUSION

Le temps qui me reste ne me permet pas d'exposer dans le détail les considérations que j'ai à soumettre à la Commission que vous présidez mais je crois détenir des éléments d'importance susceptibles de bien orienter ses membres et de fonder leurs décisions.

Ma note du 25 novembre pourrait constituer un document de travail, également, sous réserve de ne pas tenir compte des cinq dernières lignes écrites avant que j'ai réuni toute ma documentation (dont la note supplémentaire MADAIL).

DIFFUSION RESTREINTE

NOTE SUR LA DETERMINATION DU PRIX D'ACHAT
DES FRUITS DE PALME AU COUPEUR INDEPENDANT
APRES LA DERNIERE REFORME MONETAIRE.

Rédigée par M. Chaussy, Expert Statisticien auprès du Ministère
du Plan et du Développement Industriel.

Références : Note à la Commission Nationale
Complément à ladite note (confidentiel)
Feuille de calcul du Ministère de l'Agriculture

I - Introduction

Certes, la première Note ci-référenciée présentait le détail du prix de revient en % et non en valeurs absolues. A mon avis, son plus grave défaut n'était pas celui-ci, puisqu'il suffisait de connaître le montant de ce prix de revient pour en déduire les différentes composantes.

Si cette décomposition convenait à l'époque où le Fr congolais était à la parité avec le Fr belge, celle-ci doit maintenant subir une ventilation supplémentaire.

Pour chaque poste doit en effet apparaître l'origine des biens et/ou services en cause :

- le coût de ceux en provenance de l'étranger, exclusivement, subit un taux d'accroissement égal au taux de la dévaluation du 9/11/63 soit en l'occurrence :

$$a = \frac{360}{130} = 277$$

- le coût de ceux d'origine locale, exclusivement, subit un taux d'accroissement voisin du pourcentage d'augmentation de la rémunération minimum globale (le SMIG) soit
b = 125

.../...

- ceux qui résultent d'un "mixage" de biens et/ou de services importés et de biens et/ou services d'origine locale subiront une augmentation dont le taux sera une moyenne pondérée des deux premiers :

$$C = \frac{m \cdot a + n \cdot b}{m + n} \quad (m + n = 100)$$

Il est à noter que ce taux est à l'heure actuelle le plus difficile à déterminer car la répercussion des taux a et b ne s'est pas encore fait sentir d'une manière généralisée ; les nouveaux prix à appliquer sont à l'étude.

II - Examen du complément à la Note initiale

Compte tenu des considérations ci-dessus, j'attendais de ce complément une répartition par poste du prix de revient, suivant les trois origines possibles. Néanmoins ce complément représente une somme de travail très importante et son but est de convaincre.

Procédons à un "examen de détail" des renseignements fournis :

a) Décomposition du prix de revient avant la dévaluation (principaux postes seulement)

P O S T E S	! Complément	! Note initiale
Avantage aux coupeurs	! 9,1	! 8,5
Prix achat des fruits	! 26,8	! 25,5
Transport fruits et route	! 21	! 22
Usinage	! 15,9	! 16,5
Frais généraux	! 16,4	! 13,5
Amortissement	! 4,5	! 5
.....	! ..	! ..
P.R.	! 100,-	! 100,-

Donc différences de faible amplitude. A noter, toutefois, l'entreprise décrite dans le complément donnerait à la fois plus d'avantages et un meilleur prix au coupeur (?) (presque 2% de plus iraient au coupeur dans celle-là).

.../...

La note initiale concerne plutôt l'ensemble des huiliers et on peut admettre les différences entre eux.

b) Taux d'extraction

Etant donnée l'importance des chiffres auxquels ils sont appliqués, il y a lieu de s'entendre sur les différents taux d'extraction à utiliser.

La note initiale donne :

Huile : 16,6 % et palmistes : 10,6 %

Le complément donne :

Huile : 16,6 % et palmistes : 10,4 %

La feuille de calcul de M. DE CEUNINCK dit :

Huile : 17 % et palmistes : 11,7 %

Il m'appartient de faire ressortir les répercussions entraînées par les taux extrêmes dans la valorisation des produits.

On retiendra les quantités achetées et les 2 formes retenues dans le complément, soit :

Fruits décortiqués : 41.650 tonnes - Régimes 80.920 tonnes

On conservera également le taux de 35 % de déchets dans les régimes.

		<u>16,6 %</u>	<u>17 %</u>
<u>Huile</u>	Qté (T)	15.650	16.022(à 23.967 Frc)
	V (ooo Frc)	370.858	384.999
<u>Palmiste</u>	Qté (T)	9.800	11.027(à 10.920 Frc)
	V (ooo Frc)	107.016	120.415
	<u>Valeur totale</u>	477.874	505.414 = + 5,7 %

.../...

Si l'on considère la nouvelle valeur de réalisation obtenue en appliquant les taux 17 et 11,7 au lieu de 16,6 et 10,4 le prix d'achat au coupeur pourrait être affecté du coefficient :

$$Z = \frac{505,4 - 378,9}{69,4} = \frac{126,5}{69,4} = 182 \text{ (pour cent)}$$

Sous cet optique, le prix de la caisse de fruits de 35 kgs pourrait passer de 30 à 54 Fr (378,9 provient du total du budget "Fruit acheté" établi dans le complément lorsque l'amortissement est majoré de 3, soit $378,9 + 69,4 Z$).

Rappelons que la justification fournie pour le coefficient 3 relatif à l'amortissement repose sur le fait que le capital n'avait pas été réévalué lors de la dévaluation du 6/11/61.

c) Coefficients de majoration après dévaluation

Les postes les plus simples à présenter comme cité dans l'introduction étaient :

Cadres expatriés
Cadres nationaux
Salariés
Services généraux à l'étranger (y compris le personnel)
Services généraux Congo (à l'exclusion du personnel)

A défaut de cette décomposition, on peut trouver curieuse la manière de calculer le coefficient "Cadres".

N'eut-il pas été plus logique de considérer la somme des traitements alloués aux Nationaux et la somme des traitements alloués aux expatriés ayant en général plus d'ancienneté et plus d'expérience ?

Or, 2,32 provient d'un pourcentage en nombre.

D'autre part, seule la fraction transférable du traitement, ou celle payée à l'étranger est à multiplier par 3,6/1,3 et non la totalité du traitement.

Les cadres représentant un coût de 20 millions, il y aurait lieu de réviser aussi le coefficient de ce poste, lequel deviendrait inférieur à 2,32 et descendrait peut-être à 2 ou moins.

.../...

Le nouveau coefficient "Cadres" serait compris entre :

$$1,5 \times \frac{35}{100} + 2 \times \frac{65}{100} = 183 \quad \left(\begin{array}{l} \text{Hypothèse où les traitements sont} \\ \text{dans le rapport 35 contre 65} \end{array} \right.$$

$$1,5 \times \frac{15}{100} + 2 \times \frac{85}{100} = 193 \quad \left(\begin{array}{l} \text{Hypothèse où les traitements sont} \\ \text{dans le rapport 15 contre 85} \end{array} \right.$$

Même dans le cas où 35 % des cadres, en nombre, ne toucherait que 15 % de la masse des traitements versés à l'ensemble des cadres est encore plus petit que 200.

Le chiffre 2 traduit que près des 2/3 du traitement de l'expatrié sont payables à l'extérieur.

La plupart des coefficients intermédiaires sont des estimations qui relèvent de l'intuition. Il faudra passer par là, mais toutes les considérations ci-dessus témoignent combien les démonstrations sont fragiles.

III - Examen de la feuille de calcul de l'Agriculture

a) Frais de personnel : il n'est pas tenu compte des cadres expatriés.

t = 2 environ (cas où les 2/3 seraient versés à l'étranger)

b) Transports - garage : serait inférieur à + 200 % car il y entre la main d'oeuvre locale

c) Entretien route-engins: pourrait subir un taux plus élevé en raison des pièces détachées.

d) Les frais généraux d'Europe et le transport maritime seraient à multiplier par :

$$\frac{3,6}{1,3} = 277 \% \text{ au lieu de } 219$$

e) Les emballages proviennent du marché intérieur.

.../...

7

IV - CONCLUSION

Il est à noter que les prix départ-beach n'ont pas été discutés. Y a-t-il lieu de les considérer comme tels ?

Les spécialistes de l'Agriculture et du Développement Industriel répondront.

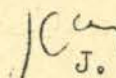
Pour ma part, je ne puis rétablir que le prix Léopoldville à partir du prix C.A.F. Anvers et des coûts Matadi-Anvers et Léo-Matadi.

Il appartient à la majorité des membres de la commission de fixer le prix qui sera payé au coupeur indépendant pour la caisse de fruits de 35 Kgs.

Si l'on demandait mon avis, je soulignerais que le prix trouvé en Ib) conviendrait comme base de départ de la discussion avec les huiliers (54 Fr).

Ensuite, un prix voisin de la moyenne de ce dernier et de celui obtenu en appliquant les coefficients 142 ou 146, du complément et de la Note, pourrait convenir comme prix final.

Léopoldville, le 25 novembre 1963


J. CHAUSSY
Statisticien

Destinataires

M. Lawrence, Conseiller au Plan
Membres de la Commission

DIFFUSION RESTREINTE

NOTE SUR LA DETERMINATION DU PRIX D'ACHAT
DES FRUITS DE PALME AU COUPEUR INDEPENDANT
APRES LA DERNIERE REFORME MONETAIRE.

Rédigée par M. Chaussy, Expert Statisticien auprès du Ministère
du Plan et du Développement Industriel.

Références : Note à la Commission Nationale
Complément à ladite note (confidentiel)
Feuille de calcul du Ministère de l'Agriculture

I - Introduction

Certes, la première Note ci-référenciée présentait le détail du prix de revient en % et non en valeurs absolues. A mon avis, son plus grave défaut n'était pas celui-ci, puisqu'il suffisait de connaître le montant de ce prix de revient pour en déduire les différentes composantes.

Si cette décomposition convenait à l'époque où le Fr congolais était à la parité avec le Fr belge, celle-ci doit maintenant subir une ventilation supplémentaire.

Pour chaque poste doit en effet apparaître l'origine des biens et/ou services en cause :

- le coût de ceux en provenance de l'étranger, exclusivement, subit un taux d'accroissement égal au taux de la dévaluation du 9/11/63 soit en l'occurrence :

$$a = \frac{360}{130} = 277$$

- le coût de ceux d'origine locale, exclusivement, subit un taux d'accroissement voisin du pourcentage d'augmentation de la rémunération minimum globale (le SMIG) soit
b = 125

.../...

- ceux qui résultent d'un "mixage" de biens et/ou de services importés et de biens et/ou services d'origine locale subiront une augmentation dont le taux sera une moyenne pondérée des deux premiers :

$$C = \frac{m.a + n.b}{m + n} \quad (m + n = 100)$$

Il est à noter que ce taux est à l'heure actuelle le plus difficile à déterminer car la répercussion des taux a et b ne s'est pas encore fait sentir d'une manière généralisée ; les nouveaux prix à appliquer sont à l'étude.

II - Examen du complément à la Note initiale

Compte tenu des considérations ci-dessus, j'attendais de ce complément une répartition par poste du prix de revient, suivant les trois origines possibles. Néanmoins ce complément représente une somme de travail très importante et son but est de convaincre.

Procédons à un "examen de détail" des renseignements fournis :

a) Décomposition du prix de revient avant la dévaluation (principaux postes seulement)

P O S T E S	! Complément	! Note initiale
Avantage aux coupeurs	! 9,1	! 8,5
Prix achat des fruits	! 26,8	! 25,5
Transport fruits et route	! 21	! 22
Usinage	! 15,9	! 16,5
Frais généraux	! 16,4	! 13,5
Amortissement	! 4,5	! 5
.....	! ..	! ..
P.R.	! 100,-	! 100,-

Donc différences de faible amplitude. A noter, toutefois, l'entreprise décrite dans le complément donnerait à la fois plus d'avantages et un meilleur prix au coupeur (?) (presque 2% de plus iraient au coupeur dans celle-là).

.../...

La note initiale concerne plutôt l'ensemble des huiliers et on peut admettre les différences entre eux.

b) Taux d'extraction

Etant donnée l'importance des chiffres auxquels ils sont appliqués, il y a lieu de s'entendre sur les différents taux d'extraction à utiliser.

La note initiale donne :

Huile : 16,6 % et palmistes : 10,6 %

Le complément donne :

Huile : 16,6 % et palmistes : 10,4 %

La feuille de calcul de M. DE CEUNINCK dit :

Huile : 17 % et palmistes : 11,7 %

Il m'appartient de faire ressortir les répercussions entraînées par les taux extrêmes dans la valorisation des produits.

On retiendra les quantités achetées et les 2 formes retenues dans le complément, soit :

Fruits décortiqués : 41.650 tonnes - Régimes 80.920 tonnes

On conservera également le taux de 35 % de déchets dans les régimes.

		<u>16,6 %</u>	<u>17 %</u>
<u>Huile</u>	Qté (T)	15.650	16.022(à 23.967 FrC)
	V (ooo FrC)	370.858	384.999
<u>Palmiste</u>	Qté (T)	9.800	11.027(à 10.920 FrC)
	V (ooo FrC)	107.016	120.415
<u>Valeur totale</u>		477.874	505.414 = + 5,7 %

.../...

Si l'on considère la nouvelle valeur de réalisation obtenue en appliquant les taux 17 et 11,7 au lieu de 16,6 et 10,4 le prix d'achat au coupeur pourrait être affecté du coefficient :

$$Z = \frac{505,4 - 378,9}{69,4} = \frac{126,5}{69,4} = 182 \text{ (pour cent)}$$

Sous cet optique, le prix de la caisse de fruits de 35 kgs pourrait passer de 30 à 54 Fr (378,9 provient du total du budget "Fruit acheté" établi dans le complément lorsque l'amortissement est majoré de 3, soit 378,9 + 69,4 Z).

Rappelons que la justification fournie pour le coefficient 3 relatif à l'amortissement repose sur le fait que le capital n'avait pas été réévalué lors de la dévaluation du 6/11/61.

c) Coefficients de majoration après dévaluation

Les postes les plus simples à présenter comme cité dans l'introduction étaient :

Cadres expatriés
Cadres nationaux
Salariés
Services généraux à l'étranger (y compris le personnel)
Services généraux Congo (à l'exclusion du personnel)

A défaut de cette décomposition, on peut trouver curieuse la manière de calculer le coefficient "Cadres".

N'eut-il pas été plus logique de considérer la somme des traitements alloués aux Nationaux et la somme des traitements alloués aux expatriés ayant en général plus d'ancienneté et plus d'expérience ?

Or, 2,32 provient d'un pourcentage en nombre.

D'autre part, seule la fraction transférable du traitement, ou celle payée à l'étranger est à multiplier par 3,6/1,3 et non la totalité du traitement.

Les cadres représentant un coût de 20 millions, il y aurait lieu de réviser aussi le coefficient de ce poste, lequel deviendrait inférieur à 2,32 et descendrait peut-être à 2 ou moins.

.../...

Le nouveau coefficient "Cadres" serait compris entre :

$$1,5 \times \frac{35}{100} + 2 \times \frac{65}{100} = 183 \quad \left(\begin{array}{l} \text{Hypothèse où les traitements sont} \\ \text{dans le rapport 35 contre 65} \end{array} \right)$$

$$1,5 \times \frac{15}{100} + 2 \times \frac{85}{100} = 193 \quad \left(\begin{array}{l} \text{Hypothèse où les traitements sont} \\ \text{dans le rapport 15 contre 85} \end{array} \right)$$

Même dans le cas où 35 % des cadres, en nombre, ne toucherait que 15 % de la masse des traitements versés à l'ensemble des cadres, est encore plus petit que 200.

Le chiffre 2 traduit que près des 2/3 du traitement de l'expatrié sont payables à l'extérieur.

La plupart des coefficients intermédiaires sont des estimations qui relèvent de l'intuition. Il faudra passer par là, mais toutes les considérations ci-dessus témoignent combien les démonstrations sont fragiles.

III - Examen de la feuille de calcul de l'Agriculture

- a) Frais de personnel : il n'est pas tenu compte des cadres expatriés.
- $t = 2$ environ (cas où les 2/3 seraient versés à l'étranger)
- b) Transports - garage : serait inférieur à + 200 % car il y entre la main d'oeuvre locale
- c) Entretien route-engins: pourrait subir un taux plus élevé en raison des pièces détachées.
- d) Les frais généraux d'Europe et le transport maritime seraient à multiplier par :
- $$\frac{3,6}{1,3} = 277 \% \text{ au lieu de } 219$$
- e) Les emballages proviennent du marché intérieur.

.../...

7

IV - CONCLUSION

Il est à noter que les prix départ-beach n'ont pas été discutés. Y a-t-il lieu de les considérer comme tels ?

Les spécialistes de l'Agriculture et du Développement Industriel répondront.

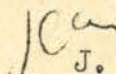
Pour ma part, je ne puis rétablir que le prix Léopoldville à partir du prix C.A.F. Anvers et des coûts Matadi-Anvers et Léo-Matadi.

Il appartient à la majorité des membres de la commission de fixer le prix qui sera payé au coupeur indépendant pour la caisse de fruits de 35 Kgs.

Si l'on demandait mon avis, je soulignerais que le prix trouvé en Ib) conviendrait comme base de départ de la discussion avec les huilliers (54 Fr).

Ensuite, un prix voisin de la moyenne de ce dernier et de celui obtenu en appliquant les coefficients 142 ou 146, du complément et de la Note, pourrait convenir comme prix final.

Léopoldville, le 25 novembre 1963


J. CHAUSSY
Statisticien

Destinataires

M. Lawrence, Conseiller au Plan
Membres de la Commission

120
01 - 01
7 250/2/3.
Ref: Civops 1688/63

9 December 1963

To: Mr. J.P.A. Bonett
Agricultural Adviser

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Economic and Technical Training and Assistance
to Farmers

Attached hereto is a copy of a memorandum prepared by the Minister of Plan and Industrial Development which contains a programme for assistance to the Province of Kwilu contained primarily in the 1962 programme of the Common Market.

Will you kindly study this project in order to ensure co-ordination with the work being done by you in this area and proposed to be done in the 1964-65 programme. I am particularly concerned that project no. 9 of the Counterpart of German Aid Committee - Cattle breeding station at Gundu - seems not to have been co-ordinated with this document.

1

neg

L. 183/63

9 December 1963

To : Mr. W.R. Leonard
Director, Bureau of Technical Assistance Operations

From : S. Habib Ahmed
Chief, Civilian Operations

Subject : Palm Oil Marketing Policy

.....

Attached is a copy of a memorandum prepared by Mr. Alexander Stathis, Statistician in the office of the Chief of Civilian Operations, concerning one aspect of the Palm Oil Marketing Policy of the Congolese Government after devaluation.

This memorandum was prepared to assist the Minister of Plan and Industrial Development to determine pricing and wage questions faced by the Government.

It will be appreciated if the appropriate office would give us the benefit of their review of this analysis.

c.c. Dr. Ralph Bunche

7

ROUTING SLIP

TO

Mr S. Habib Ahmed
Chief Civilian Operations

Seen

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	<input checked="" type="checkbox"/>	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

DATE 7 Dec 63

FROM A. Stathis

01-01
6 Décembre 1963

A: Mr. James Brooks, Chef adjoint des Opérations civiles

DE: Alexandre Stathis, Statisticien

SUJET: Palm oil marketing policyIntroduction

Par suite de la dévaluation du 9 novembre et des mesures prises en ce qui concerne l'augmentation des rémunérations du travail, le syndicat des producteurs d'huile de palme s'est adressé à la Commission Nationale requérant certains avantages afin de pouvoir augmenter le prix d'achat du fruit de palme à un niveau encourageant l'activité des coupeurs indépendants. Ces avantages concernent des modifications sur:

- a) les droits de sortie sur l'huile de palme (7% ad valorem);
- b) l'entretien des routes qui servent à l'approvisionnement des entreprises et sont entretenues par celles-ci, et
- c) l'écart entre les cours du change à l'achat et à la vente, au sens alternatif.

Le syndicat des producteurs d'huile de palme, à l'appui de sa demande, mentionne que, dans les circonstances créées par la dévaluation, le prix d'achat de cette matière première ne pouvait être augmenté que de 46% (le prix de la caisse de 35 kgs. passant de 36 fcs. à 44 fcs.). Il considère par conséquent que cette augmentation est insuffisante pour donner satisfaction aux coupeurs indépendants et pour contribuer à l'encouragement effectif de cette activité de base de l'économie congolaise.

Le Ministère du Plan et de la Coordination Economique, à qui cette demande a été déposée, a transmis le dossier au Chef des Opérations civiles afin d'avoir un avis consultatif sur cette question.

Les documents pertinents complétés par des rapports de certains experts, sont les suivants:

1. La note initiale du syndicat des producteurs d'huile de palme;
2. Les notes supplémentaires des entreprises "Plantations Lever au Congo" et "Ets. Madail";
3. Le rapport de M. P. Visser, expert auprès de la FAO, et
4. Le rapport de M. J. Chaussy, expert statisticien auprès du Ministère du Plan et de Coordination Economique.

Il semble qu'un troisième rapport, rédigé par M. De Couninck du Ministère de l'Agriculture, a été soumis au Ministère du Plan et de la Coordination Economique mais n'a pas été transmis par la suite à ce service. Toutefois certains chiffres de M. De Couninck ont été reproduits dans le rapport de M. Chaussy et seront utilisés dans l'analyse qui suit:

I - Appréciation générale sur la structure du prix de revient des industries de l'huile de palme avant la dévaluation.

D'après les données du syndicat de cette branche d'industrie et des entreprises intéressées "Plantation Lever au Congo" et "Ets. Madail", la structure du prix de revient correspondant se présente comme suit:

STRUCTURE DU PRIX DE REVIENT DES ENTREPRISES TRAITANT L'HUILE DE PALME

Eléments du prix de revient	Product.: Plantations Lever huile pl: au Congo		Ets. Madail	
	Pourcen-: FC	Pourcen-: FC	Pourcen-: FC	Pourcen-: FC
	tages	millions	tages	millions
Prix d'achat au coupeur	25.5	69.4	26.8	21.5
Avantages au coupeur	8.5	23.8	9.2	2.2
Transport de matières prem.	22.-	28.5	11.0	4.5
Entretien des routes		26.0	10.8	2.7
Usinage	16.5	41.2	15.9	9.2
Transp. des produits finis	2.5	3.0	1.2	8.6
Répar. install, et logements	3.5	5.7	2.2	1.0
Service médical	3.0	7.3	2.8	1.4
Frais généraux	13.5	42.4	16.4	10.9
Amortissements	5.0	11.6	4.5	3.3
TOTAL	100.-	258.9	100.-	65.4

De prime abord, les pourcentages ci-dessus démontrent des différences plus ou moins légères entre les chiffres donnés par le syndicat des producteurs d'huile de palme et les chiffres se rapportant à l'entreprise "Plantations Lever au Congo". D'autre part, la composition du prix de revient des "Ets. Madail" présente des écarts plus larges en comparaison des chiffres correspondant aux deux autres. En particulier, le pourcentage du transport des produits finis du lieu de production au beach (dans lequel est inclus l'entretien des véhicules), soit 13,2% du total du prix de revient, semble être exagéré. L'auteur de ce dernier rapport justifie cette exagération en se plaignant du manque de discipline du personnel compétent, ce qui entraîne, d'après lui, une consommation excessive de pièces de rechange. Tenant compte de ce que les chiffres correspondants à cette rubrique dans les deux autres calculs se limitent à 2,5% et 1.2% respectivement, l'exagération précédente (13,2%) doit être attribuée à l'intention de l'auteur d'augmenter les éléments du prix de revient qui sont par la suite ajustés à un coefficient élevé.

En outre, dans le prix de revient des "Ets. Madail" des taxes "personnelles" sont ajoutées, ce qui, en matière de prix de revient industriel, est inadmissible. Bien que, par la suite, dans les calculs d'ajustement de cette rubrique, cet élément rentre dans le prix de revient ultérieur multiplié par un coefficient égal à l'unité, il semble qu'il a été ajouté justement pour que d'autres paiements des taxes figurent dans le prix de revient afin que la demande de suppression des droits de sortie soit justifié.

D'autre part, le coût des matières premières franco usine, qui en matière de prix de revient industriel s'intitule "coût initial"* se chiffre dans les trois cas par les pourcentages suivants:

Producteurs d'huile de palme (syndicat)	56.-%
Plantations Lever au Congo	57,8%
Ets. Madail	47,3%

Du fait que le "coût initial" peut très difficilement bénéficier des améliorations techniques, il constitue un élément très important du prix de revient industriel. En effet, c'est là un critère du degré d'efficacité du lieu d'installation d'une industrie tributaire du coût de matières premières et en particulier du coût de transport de celles-ci à l'usine. En l'occurrence, le coût des matières premières franco usine comprend le prix d'achat au coupeur, les avantages fournis au coupeur, le transport des matières premières à l'usine et en plus l'entretien des routes qui servent à l'approvisionnement de l'entreprise en matières premières.

Le pourcentage correspondant pour les "Ets. Madail" apparaît bien inférieur à celui des deux autres, encore que celui-ci comprenne un pourcentage du prix d'achat au coupeur considérablement supérieur aux deux autres pourcentages correspondants. Ce fait est dû aux chiffres modestes que les "Ets. Madail" mentionnent d'une part pour les avantages fournis au coupeur et d'autre part pour le transport des matières premières à l'usine. Cette particularité pourrait s'expliquer, l'usine étant peut être installée plus près des sources d'approvisionnement en matières premières.

En ce qui concerne le pourcentage correspondant au prix d'achat au coupeur des "Ets. Madail", le fait qu'il est considérablement supérieur à celui des deux autres usines s'explique par le rendement plus élevé en huile de palme que cette entreprise prend pour base de ses calculs, comme il est indiqué plus loin. En effet, plus la productivité d'une entreprise industrielle augmente, et plus le pourcentage des matières premières dans l'ensemble du prix de revient augmente aussi. Et la productivité d'une industrie peut augmenter autant par l'augmentation du taux d'extraction du produit fini que par la diminution de la main d'oeuvre utilisée. C'est pour cette raison que dans les pays développés, le pourcentage représentant la part des matières premières dans l'ensemble du prix de revient des huileries de graines varie entre 55 - 65%. La même règle est valable pour les frais généraux. Plus ils

* Au "coût initial" s'ajoutent aussi, en principe, les frais de magasinage des matières premières, élément qui semble avoir été omis ici.

augmentent (diminution de la rentabilité) - et dans les pays développés ils peuvent augmenter par suite d'une taxation plus lourde et/ou d'autres surcharges, p.e. pourcentage progressif des assurances sociales, etc. - et plus le pourcentage correspondant aux matières premières diminue.

II. Estimation du prix de revient des industries de l'huile de palme après la dévaluation.

D'après les notes soumises par les intéressés, l'estimation du prix de revient relatif à la période postérieure à la dévaluation se chiffre comme suit (avec quelques corrections dues à des erreurs d'opération arithmétique), en millions de FC:

ESTIMATION DU PRIX DE REVIENT APRES LA DEVALUATION

	Plant. Lever au Congo			Ets. Madail		
	Avant	Coeffi-	Après la	Avant	Coeffi-	Après
	la dé-	cient	déva-	la dé-	cient	la dé-
Eléments du	valua-	d'ajus-	lua-	valua-	d'ajus-	valua-
prix de revient	tion	tement	tion	tion	tement	tion
Avantages au coupeur	23.8	1.64	38.9a	2.2	1.35	3.-
Transport des fruits	28.5	2.21	63.0a	4.5	2.11	9.3
Entretien des routes	26.0	1.32	34.2	2.7	1.33	3.6
Usinage	41.2	1.82	75.-	9.2	1.87	17.2
Transp. des produits finis	3.0	2.21	6.6	8.6	2.38	20.4
Répar. des inst. et logements	5.7	1.65	9.4	1.0	1.38	1.4
Service médical	7.3	2.18	15.9	1.4	1.87	2.7
Frais généraux	42.4	2.32	98.5	10.9	2.55	27.8
Amortissements	11.6	3.- b	35.0	3.3	3.-	9.9
	189.5	2.-	376.5a	43.8	2.18	95.4

a) Montants corrigés

b) Le coefficient d'amortissement ne peut pas être supérieur à 3 lorsque les entreprises elles-mêmes donnent un coefficient du bâtiment inférieur à 1.7% bien qu'elles se plaignent de l'abandon prolongé de l'entretien.

Dans les estimations ci-dessus l'élément "prix d'achat au coupeur" est absent, sa détermination étant demandée par la Commission Nationale.

L'examen des coefficients proposés par les intéressés - à l'exception peut être du coefficient utilisé pour les amortissements (3.-) - démontre qu'ils ont été déterminés dans des marges plus ou moins logiques. Quant au coefficient général (moyenne pondérée), variable autour de la valeur 2, il justifie entièrement la demande du comité des experts tendant à ce que l'on fasse une analyse de l'ajustement après dévaluation de chaque élément du prix de revient; le résultat général se situe à un niveau bien inférieur au taux de dévaluation pour les

exportations (2,34). Par conséquent, en ce point de la présente étude on peut dire que l'ajustement du "prix d'achat au coupeur" peut être fixé au même niveau que celui de l'ajustement général des autres éléments du prix de revient, soit à 200%. Mais continuons cette analyse.

III. Taux d'extraction de l'huile de palme et des résidus (palmistes)

D'après les notes et les rapports soumis, les taux d'extraction de l'huile de palme et des résidus (palmistes) se chiffrent comme suit:

	Taux d'extraction de l'huile de palme	Taux des résidus (palmistes)
a. Note initiale des producteurs d'huile de palme	16,6%	10,6%
b. Note suppl. des "Plantations Lever au Congo"	16,6%	10,4%
c. Note suppl. des "Ets. Madail".	17,2%	10,34%
d. Chiffres de M. De Couninck	17.-%	11,7%

Il est évident que les chiffres de M. De Couninck doivent être considérés comme les plus valables. Toutefois, pour des raisons d'impartialité, on tiendra compte de tous les chiffres dans le raisonnement qui suit.

IV. Prix du produit fini (huile de palme) et du résidu (palmistes)

De prime abord, on doit remarquer que les notes soumises par les intéressés ne mentionnent pas le prix de l'huile de palme sur le marché intérieur bien que 25% de la production totale soit absorbé par la consommation locale. Il est évident que si le prix de l'huile de palme à l'intérieur du pays était supérieur au prix à l'extérieur, les notes des intéressés ne seraient pas valables, au point de vue de la rentabilité de leurs entreprises, car la partie consommée sur place devrait être évaluée à des prix supérieurs. Même les prix internationaux calculés semblent bien inférieurs aux prix réels. D'après le rapport de M. Visser le dernier prix réalisé (le 15 Octobre, pour exportation à destination des Etats-Unis) s'élevait à 205 \$ la tonne d'huile de palme rouge FOB Matadi. Au taux de 130 ce prix s'élève à 13.325 FC. Déduction faite des droits de sortie (7%) et des frais de chargement, etc. (2%), le prix de l'huile de palme au beach s'élevait (avant la dévaluation) à 12.126 FC.

Quant aux prix de palmistes, étant donné l'interdiction de son exportation, les prix mentionnés par les intéressés doivent être considérés des prix intérieurs. Par conséquent, leur ajustement devrait être fait sur d'autres bases que celles du taux de dévaluation, qui est appliqué par les "Plantations Lever au Congo", ou du taux de 2,004, qui est appliqué par les "Ets. Madail" arbitrairement (sur un prix de base supérieur à celui des PLC) sans aucune explication, mais qui toutefois semble être plus logique. Malheureusement, les prix à l'intérieur autant de l'huile de palme que des palmistes nous manquent, M. Chaussy ayant omis de les procurer.

Les prix de ces produits que nous avons pu signaler par les notes et les rapports soumis ainsi que par d'autres sources, sont les suivants:

PRIX DE L'HUILE DE PALME ET DES PALMISTES

(Par tonne en FC)					
	Huile de palme		Palmistes		
	Réels	Estimés	Réels	Estimés	
	(avant	(après	(avant	(après	
	déval.)	déval.)	déval.)	déval.)	
Plantations Lever au Congo:	10,386	23,967	4.733	10,920	
Ets. Madail	10,386	23,967	5.750	11,753	
Prix intérieurs	...	...	...	...
Prix internationaux, FOB (\$205)	13.325	30,750	-	-	
Matadi (M. Visser)					
Prix internationaux					
au beach (calculés)	12,126	27,983	-	-	
Prix internationaux CIF					
Anvers (Prix de Bourses, 19 nov.)	(£86/)15,652	36,020	(£60/)10.920*	25,200*	

* Palmistes de Nigeria

Les prix internationaux des palmistes de Nigeria démontrent que les prix correspondant mentionnés par les intéressés sont très inférieurs aux prix réels.

V. Valeur de la production totale et rentabilité des entreprises

D'après les chiffres rapportés par les intéressés (avec quelques corrections dues à des erreurs arithmétiques), la valeur de la production totale avant (chiffres réels) et après (estimations) la dévaluation pour chacune des entreprises, se présente comme suit:

VALEUR DES PRODUCTIONS TOTALES (EN MILLIERS DE FC)

	Taux	Quantité	Avant la dévaluation	Après la dévaluation
Entreprises	d'extraction	(tonnes)	Prix	Valeur
- produits				
1. Plantations Lever au Congo				
Huile de palme	16,6%	15.650	10.386	162,541
Palmistes	10,4%	9.800	4.733	46.383
Total				208.924
2. Ets. Madail				
Huile de palme	17,2%	4.324	10.386	44.909
Palmistes	10,34%	2.600	5.750	14.950
Total				59.859

* Chiffres corrigés. En effet $15.650 \times 23.967 = 375.084$ et non pas 370.858

Compte tenu du coût de fonctionnement de chaque entreprise, tel qu'il apparaît dans leurs notes particulières* auquel a été ajouté l'élément "prix d'achat au coupeur" ajusté au coefficient général des autres éléments, égal à 2, le résultat final pour chacune des entreprises se présente comme suit:

	Plantations		(en millions de FC)	
	Lever au Congo		Ets. Madail	
	Avant déval.	Après déval.	Avant déval.	Après déval.
Valeur totale de la production	208,9	482,1	59,9	134,2
Coût total de la production	258,9	515,3	65,4	138,4
Résultat	-50,-	-33,2	-5,5	-4,2

Ce qui revient à supposer que les deux entreprises sont fortement déficitaires. D'après les calculs basés sur leurs propres données, la première apparaît réaliser, déjà avant la dévaluation, une perte de l'ordre de 24% sur son chiffre d'affaire annuel d'huilerie, tandis que pour la seconde un déficit annuel de l'ordre de 9% est enregistré.

.../8

* Voir pages 2 et 4

Mais ces deux firmes sont des entreprises anciennes ayant une longue expérience, ce qui conduit à considérer comme inadmissible le chiffre auquel on aboutit sur la base de leurs données. D'ailleurs, dans sa note initiale, le syndicat des producteurs d'huile de palme, se référant au prix de revient avant la dévaluation, déclare ce qui suit: "jusqu'à ce moment le prix de revient équivalait déjà au prix de vente et ne laisse aucun bénéfice". Or cette déclaration a été faite pour convaincre l'Administration de la nécessité de consentir à des avantages afin d'encourager la production. Il s'agirait d'avantages qui seraient accordés au détriment du budget congolais ou de la réglementation de la dévaluation, ce qui revient au même effet.

Ceci conduit à croire que la note soumise par les "Plantations Lever au Congo", firme ancienne et sérieuse, a été sans doute préparée en hâte par une personne peu compétente, prise d'excès de zèle, et présentant des chiffres bien éloignés de la réalité, tout au moins en ce qui concerne la production. D'ailleurs, les erreurs arithmétiques décelées dans les estimations du prix de revient (après dévaluation) confirment cette constatation.

En effet, si on tient compte des taux d'extraction rapportés par M. De Ceuninck, le prix de l'huile de palme étant calculé sur la base des renseignements de M. Visser et celui des palmistes fixé au taux arbitraire d'environ 6000 FC la tonne, nous arrivons aux chiffres suivants:

	Taux d'extraction	Production quant.en ton.	Prix p/tonne	Valeur en millions de FC
Huile de palme	17.-%	16.022	12.126	194,3
Palmistes	11,7%	11.027	6.000	66,2
Total				260,5
Moins: Prix de revient				258,9
Bénéfice net				<u>1,6</u>

soit 0,6% sur la valeur de la production totale.

Procédant maintenant à l'ajustement de ces données pour la période postérieure à la dévaluation, nous avons les chiffres suivants, en acceptant pour le prix des palmistes une majoration de 50% seulement:

Huile de palme	16,022 t. à 27.983 -	448,3 millions de FC
Palmistes	11.027 t. à 9.000 -	99,3 " " FC
Total		547,6 " "
Moins: Prix de revient estimatif		<u>515,3</u>
Bénéfice net		32,3 " "

soit 6% sur la valeur estimée de la production totale.

Il est évident que le calcul ci-dessous est fondé sur l'hypothèse la plus probable et qu'il a été rédigé simplement afin de prouver que dans les circonstances créées par la dévaluation les producteurs d'huile de palme sont en mesure de payer aux coupeurs de fruits le double de ce qu'ils payaient auparavant en décuplant en même temps leurs bénéfices.

VI. Conclusions

On peut tirer certaines conclusions de l'analyse qui a précédé.

Les producteurs d'huile de palme ayant investi dans cette production des capitaux fort importants se sont vus, semble-t-il privés de la rentabilité normale de leurs entreprises par suite, surtout, des circonstances qui ont précédé la dévaluation. Cette dernière mesure, qui devrait rétablir leur rentabilité, a soumis les entreprises exportatrices à une taxe égale à la différence entre le taux à l'importation et le taux à l'exportation, au profit du budget. D'après la démonstration précédente la rentabilité résultante offre un bénéfice satisfaisant aux entreprises, en laissant une marge suffisante pour l'augmentation de la rémunération du travail, tant en ce qui concerne le travail spécialisé des expatriés que le travail fourni par le personnel local. Il serait donc opportun d'accorder aussi aux fournisseurs de la matière première une augmentation convenable qui encourage leur activité. Les calculs ci-dessus montrent que l'octroi aux fournisseurs de matière première d'une augmentation égale au taux général d'ajustement des autres facteurs de la production laisserait une marge bénéficiaire satisfaisante aux entreprises productrices. Par conséquent, il serait inutile d'octroyer d'autres avantages qui n'auraient pour effet que de désamorcer l'effort d'assainissement de l'économie congolaise déjà entrepris.

7

7 01-01

Le 6 décembre 1963

CIV.GP/1670/63

Cher Monsieur Nkulu,

Je tiens à vous remercier, ainsi que votre assistant, Monsieur Constantin Kitenge-Munda, et votre Agence de District, M. Barabé Loya, de l'hospitalité que vous m'avez témoignée et des renseignements et conseils qui m'ont été fournis par les membres de votre Service au cours de ma récente visite à Albertville et au Nord Katanga.

Je regrette de n'avoir pu vous faire mes adieux le matin de mon départ mais espère que mes vœux vous ont été transmis par le Chef de Cabinet, Monsieur Mufumba.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'envoyer un exemplaire de votre rapport sur la Conférence agricole que vous avez réunie, ainsi que des copies des réponses au questionnaire donné à tous les Agences de Territoires. Ces renseignements seraient d'un grand intérêt et d'une haute importance au Chef de la Mission de la FAO à Léopoldville et témoigneraient des gros efforts que vous fournissez pour réorganiser le Service et relever l'économie agricole de la province.

Veillez agréer, cher Monsieur Nkulu, l'assurance de ma considération distinguée.

Peter Foster
Fonctionnaire chargé du Programme

Monsieur Augustin Nkulu
Chef de Service de l'Agriculture
ALBERTVILLE

off. copies
Enclure

7

01-01

Civ. Ops/1672/63

Le 6 décembre 1963

Cher Monsieur de Belder,

Je désire vous remercier, ainsi que Madame de Belder, de votre hospitalité lors de ma récente visite à Albertville et au Nord Katanga et des renseignements et de l'assistance que vous et votre assistant, M. Lardinois, m'ont prêtés.

J'ai fait un compte rendu à mes supérieurs des nombreux problèmes qui vous confrontent et des gros efforts fournis par SACOLUBA pour remettre sur pied l'industrie du coton au Nord Katanga.

Au cas où vous visiteriez Léopoldville, je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'en informer. Ma femme et moi serions fort heureux de vous loger.

Veuillez agréer, cher Monsieur de Belder, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Peter Foster
Fonctionnaire chargé du Programme

Monsieur F. de Belder
Directeur général
SACOLUBA
B.P. 23
ALBERTVILLE, Nord Katanga

cc: Mr. Brooks
Chaturvedi

7

T 211
5 December 1963

To : Mr. H.E. D'Astugues, Office of Supply,
Bureau of Economic Coordination

From : James Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations

Subject: Licence to Import Fishing Equipment.
Mr. Léon Léonard, Albertville

On a recent visit to Albertville by Mr. P. Foster of this Section, he was asked to contact a Mr. Léon Léonard who has been trying to obtain an import licence to purchase a fishing net and fishing equipment for the past year. A final appeal was made by Mr. Léonard to the Chief of the FAO Mission. Mr. Foster inspected the nets, installations and boats and is of the opinion that unless the necessary equipment can be imported as soon as possible this fishing business will come to a complete standstill and deprive Albertville and the interior of 600 to 1,000 tons of fish a year.

It will be seen from the attached correspondence, tables of landings showing the decreasing catches as the net has deteriorated, a report on the Fisheries of Lake Tanganyika and pro forma Invoices, that Mr. Léonard has a strong case and it would be appreciated if your office would consider issuing the necessary permits.

cc: Mr. E. V. Gustarveti, Chief of FAO Mission

01-01

CIV.DPS/1649/63

Le 4 décembre 1963

Monsieur le Directeur général,

Votre lettre no DG/6407/S du 6 novembre 1963 a été transmise au Chef de la Mission FAO qui s'efforcera d'assurer l'envoi de semences à la Station de Recherches piscicoles de la Kipopo.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles

Monsieur le Directeur général
Institut national pour l'Etude
agronomique du Congo
B.P. 3037
LEOPOLOVILLE

cc: Dr. Chaturvedi

7

ROUTING SLIP

TO

Mr. Brooks

224

✓	APPROVAL		NOTE AND RETURN
	SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
	YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
	NOTE AND FILE		FOR ACTION

I have discussed
this matter of seed
supply to Bitt with
Mr. Chaturvedi, Mr. Bhatt
and arrangements are
being made to supply
small quantities of seed.
A letter for Mr. Ahmed's
signature is attached.

DATE

FROM

4/12/63

P. L. M. S.

ROUTING SLIP

TO

Mrs Foster 213

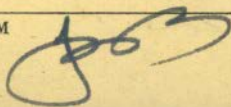
APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	<input checked="" type="checkbox"/>	FOR ACTION

Will you kindly discuss
the attached with
Mr. Chaturvedi and
prepare a reply for
Mr. Ahmed's signature.

DATE

20/11/63

FROM



BJ/-

01-01

**INSTITUT NATIONAL
POUR L'ETUDE AGRONOMIQUE
DU CONGO**

Léopoldville, le 6 novembre 1963.-

DIRECTION GENERALE
B. P. 3.037 - TEL. 9.468
LEOPOLDVILLE

Monsieur le Représentant
de l'O.N.U.C.

LEOPOLDVILLE.-

DG/6407/S.

NOV 19 1963
ACTION

TO:	Brooks 232
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	- Action Completed
<input type="checkbox"/>	- Acknowledged
<input type="checkbox"/>	- No Action Required
INITIALS	

NOV 18 1963

Civilian Operations

Monsieur le Représentant,

OBJET : CULTURE MARAICHIERES;-

Nous avons l'honneur de vous transmettre, en annexe, la lettre n°3784 du 16 octobre 1963 émanant de notre Station de KIPOPO (KATANGA) et relative à l'objet repris en rubrique.-

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de notre considération très distinguée.-

LE DIRECTEUR GENERAL,

Mr. Bennett

L. MUKENDI.-

Please advise us
28-11-63

MJ/-

INSTITUT NATIONAL
POUR L'ETUDE AGRONOMIQUE
DU CONGO BELGE

STATION DE RECHERCHES PISCICOLES
DE LA KIPOPO
B. P. 224 — ELISABETHVILLE

KIPOPO, le 16 Octobre 1963.-

n° 3785

Monsieur le Représentant de
l'ONUC - Léopoldville.

Ref.- SERVICE TECHNIQUE
CULTURE MARAICHÈRES.

Monsieur le Représentant,

Ayant appris que le Représentant F.A.O à Léopoldville disposait de semences de diverses variétés de légumes, nous vous saurions gré de bien vouloir lui demander s'il lui serait possible de nous procurer des graines en provenance d'Afrique du Nord, d'Afrique du Sud et du Kenya en vue de procéder à des cultures d'essais variétés au sein de notre groupe de recherche sur les cultures maraichères à la Station de Keyberg (Katanga).

Jusqu'à présent, les cultures maraichères se réalisaient au départ de graines importées, mais actuellement, suite à la pénurie de devises, nous avons inscrit à notre programme la recherche des variétés les mieux adaptées à notre climat et la production de graines de ces variétés.

C'est dans le but de réaliser ce programme que nous vous demandons votre intervention.

Au cas où votre propre programme d'aide au Congo, vous permettrait de le faire, nous aimerions recevoir également des variétés sélectionnées par les principales firmes Européennes et Américaines.

Les espèces légumières qui nous intéressent en premier lieu sont :

- les poireaux
- les celeris.
- les carottes et betteraves potagères.
- les tomates, aubergines, piments
- les oignons
- les choux fleurs, choux blancs et choux verts.
- les laitues.

Nous souhaitons recevoir une petite quantité d'un très grand nombre de variétés de manière à pouvoir faire avant tout un test d'adaptation au climat (résistance aux maladies principalement). Etant donné cependant que l'année se subdivise en une saison très pluvieuse, une saison sèche froide, et une saison sèche chaude, nous devrions pour chaque variété pouvoir exécuter six semis à diverses époques de l'année.

Nous vous prions d'adresser votre correspondance à INEAC et non personnellement à nos Chefs de Service.

D'avance, nous vous remercions et vous prions d'agréer,
Monsieur le Représentant, l'assurance de notre considération
très distinguée.

LE DIRECTEUR DE LA STATION,


- J. COUVREUR. -





CABINET
DU PREMIER MINISTRE

BUREAU DE COORDINATION
ECONOMIQUE

N° 657/BCE/63

ACTION

TO:	CAB/P.M.
1	<i>m. [signature]</i>
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required

Objet : Assistance F.A.O.

Léopoldville

A Monsieur le Chef des Opérations
Civiles des Nations Unies au Congo

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Nous avons reçu, au mois de juin de cette année, une lettre du Président du Gouvernement Provincial de l'Ituri, nous demandant de mettre à la disposition des Pêcheries du Lac Albert un quota en devises fortes de l'ordre de 30.000.000, en vue de permettre à cette société de se remettre entièrement à flot, par un renouvellement du matériel et un accroissement de la production.

La demande du Président de l'Ituri était appuyée par un rapport rédigé au mois de mars, par un expert en pêcheries de la F.A.O., Monsieur Oskar Crnosija.

Etant donné, d'une part, le souci du Gouvernement de soutenir les industries de biens de consommation, en particulier celles qui disposent déjà du matériel indispensable, et, d'autre part, nos ressources en devises fortes étant fort limitées, nous avons estimé qu'un rapport plus détaillé avec, au besoin, les appréciations de vos services quant à la formule de "coopérative" à laquelle fait allusion le Gouvernement provincial, nous aiderait à déterminer la part que le Gouvernement Central pourrait prendre dans la promotion de ces coopératives.

Par conséquent, nous vous saurions gré de bien vouloir faire réexaminer le rapport de Monsieur Crnosija et nous faire connaître :

- 1° si les appréciations en devises reprises dans le rapport, répondent aux réalités,
- 2° le matériel indispensable, d'abord pour remettre cette affaire, à un niveau de production normale, et ensuite pour augmenter sa capacité de production,
- 3° les chances de réussite d'une formule de coopérative entre les entreprises existants et les pêcheries congolaises.

Ci-joint un exemplaire du rapport dont question ci-dessus.

Avec nos remerciements anticipés, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chef des Opérations civiles, l'assurance de notre considération très distinguée.

[Signature]
P. Tona-Masesa
Directeur-Assistant

[Signature]
A. Succar
Directeur a.i.

7 01-01
T 250/2/3

Réf: Civops 1661/63

le 4 décembre 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

Je me réfère à votre lettre du 19 novembre 1963 ayant trait au solde des fonds de contrepartie de l'aide allemande au Congo et demandant que ce montant soit réservé au financement de la participation congolaise aux projets atéraux d'assistance technique de la République Fédérale d'Allemagne.

Je m'associe à votre souhait de voir ces fonds réservés pour garantir que les projets ne soient pas arrêtés faute de moyens congolais de financement. En conséquence je vous marque mon accord à cet effet.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles

Son Excellence
Dr. K. Münzel
Ambassadeur de la République
Fédérale d'Allemagne
Léopoldville